



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 07/2018 – 2

OBJET : HABITAT - LOGEMENT
Validation du principe de constitution de la conférence intercommunale du logement (CIL) et engagement de la procédure de consultation des instances appelées à y siéger

L'An deux mille dix-huit et le onze du mois de juillet (11.07.2018) à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 5 juillet 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Montesquieu, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - M. PONS Michel - Mme TRESSENS Christiane - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel - M. ANDRAL Maurice - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE Pierre - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN Frédéric - M. SAMAIN Hugues - Mme BERGE Marie-Luce - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M. PREVEDELLO Xavier

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme HURREAU-SAUVET Nadia
Mme CARDONA Muriel
Mme CAMPOURCY Véronique
M. IMBERT Jean-Paul
M. BENECH Robert
Mme GARRIGUES Maité
Mme BAULU Maryse
M. GUILLAMAT Pierre
DELVOLVE
Mme CASTRO Marie
M. DELLAC Patrick
M. DESCAZEUX Robert
M. DESQUINES Philippe
M. FEGNE Jean

a donné procuration à M. M. PONS
a donné procuration à M. S. LANNES
a donné procuration à M. E. KOZLOWSKI
a donné procuration à Mme J. BAJON-ARNAL
a donné procuration à M. JP. BESIERS
a donné procuration à Mme M. VALETTE
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme MT. VISSIERES-

a donné procuration à M. B. GARGUY
a donné procuration à M. H. SAMAIN
est remplacé par M. C. VIGNAUX, conseiller suppléant
a donné procuration à M. F. GERARDIN
est remplacé par M. M. MASSON, conseiller suppléant

ABSENTS EXCUSES :

Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. VALLES Gérard

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CALVI Daniel
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Xavier PREVEDELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

La Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) de 2014 et la loi Egalité et Citoyenneté de 2017 réforment les politiques d'attributions en matière de logement social et les décroïsonnent. Elles replacent les EPCI au centre en matière d'attribution et pour les politiques de peuplement.

La loi Egalité et Citoyenneté vient élargir les obligations aux EPCI (Article L441-1 du code de la construction et habitation) lorsqu'ils sont tenus de se doter d'un programme local de l'habitat (PLH) en application du dernier alinéa du IV de l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville et obligation de mixité sociale.

Plusieurs mesures doivent ainsi être mises en place par la Communauté de Communes, en tant qu'EPCI tenu de se doter d'un PLH, compétent en habitat et ayant 2 quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville :

D'une part, la communauté de communes doit définir une politique intercommunale des attributions, et d'autre part, élaborer un plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs.

Concernant la politique des attributions, il s'agit de réformer le système des attributions en introduisant un nouveau cadre pour les décisions des commissions d'attributions de logement (CAL) des bailleurs sociaux. Ces dernières devront respecter les dispositions nationales et les orientations définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et le plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs.

La création d'une Conférence Intercommunale du Logement est obligatoire. Cette instance est co-présidée par le Président de l'EPCI et le Préfet. Elle est composée de 3 collèges : un collège de représentants des collectivités territoriales dont les maires sont membres de droit, un collège de représentants des professionnels intervenant dans le champ des attributions (bailleurs sociaux, réservataires...) et un dernier collège de représentants des usagers ou des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement.

La CIL adopte des orientations et des objectifs quantitatifs et qualitatifs concernant :

- Les attributions et les mutations sur le patrimoine locatif social présent ou prévu sur le territoire ;
- Les modalités de relogement des personnes relevant des accords collectifs (départemental ou intercommunal), déclarées prioritaires au titre du Droit Au Logement Opposable (DALO) ou relevant des projets de renouvellement urbain ;
- Les modalités de coopération inter-partenariale.

Les orientations de la CIL sont déclinées dans la convention intercommunale d'attribution qui fixe des engagements chiffrés aux différents partenaires et devra être annexée au contrat de ville de Moissac, conformément à l'article 8 de la loi Ville du 21 février 2014.

La définition de ces orientations s'appuie sur un diagnostic partagé et territorialisé portant sur un socle minimal :

- Le parc de logements locatifs sociaux ;
- L'occupation sociale du parc de logements locatifs sociaux ;
- La demande locative sociale en cours et satisfaite, comprenant l'analyse des attributions au premier quartile des demandeurs les plus pauvres et aux publics prioritaires.

Ce diagnostic peut être enrichi en fonction des spécificités et problématiques locales et il peut mettre en avant les caractéristiques propres à certaines parties du territoire intercommunal et permettre la qualification d'enjeux par secteurs géographiques. Il doit être proportionné aux enjeux du territoire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 classant les quartiers du Sarlac et du Centre de Ville de Moissac comme quartiers prioritaires de la politique de la ville ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 82-2017-03-10-003 du 10 mars 2017 relatif au seuil de ressources des demandeurs de logement social du 1^{er} quartil ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP 82-2018-04-24-006 du 24 avril 2018 relatif au seuil de ressources des demandeurs de logement social du 1^{er} quartil ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 portant création de la communauté « Terres des Confluences » par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1^{er} janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°8220171219002 portant modification des statuts de la Communauté de Communes du 19 décembre 2017 ;

Vu l'avis favorable de la commission communautaire Habitat et Logement du 14 septembre 2017 et 21 mars 2018 ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 3 juillet 2018 ;

Considérant l'obligation de constituer une Conférence Intercommunale du Logement et la nécessité d'élaborer une Convention Intercommunale du Logement ;

Considérant que la composition de la CIL doit être conforme à l'article L441-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

Considérant qu'une consultation des partenaires pressentis pour siéger dans cette instance au sein de 3 collèges dont la liste est proposée en annexe de cette délibération doit être réalisée ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **valide** le principe de constitution de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) ;
- **valide** la liste des partenaires appelés à siéger à la CIL (liste annexée) ;
- **valide** des instances dédiées au pilotage (liste annexée) ;
- **désigne** le Président comme membre titulaire et la Vice-Présidente en charge de l'habitat et logement comme membre suppléant ;
- **autorise** Monsieur le Président ou son représentant à engager les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer tout document permettant sa mise en œuvre.

AR PREFECTURE

082-200066322-20180712-DEL 0720182-DE
Regu le 12/07/2018

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 12/07/2018
Publication le : 12/07/2018
Notification le : Bb.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice :53
Présents :38
Votants :49
Adoptée à 48 voix pour
1 abstention (M. M. MASSON)